

**Assemblée générale**

Distr. générale  
31 janvier 2017  
Français  
Original : anglais

---

**Soixante et onzième session**

Point 84 de l'ordre du jour

**L'état de droit aux niveaux national et international****Lettre datée du 27 janvier 2017, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de l'Autriche et de la République tchèque auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Nous avons l'honneur de vous faire tenir en annexe à la présente lettre des informations relatives à la Déclaration sur les immunités juridictionnelles des biens culturels appartenant à un État. Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer aux États Membres de l'Organisation, à titre d'information, le texte de la présente lettre et de son annexe (y compris le texte de la Déclaration).

Cette déclaration, présentée par l'Autriche et la République tchèque et cosignée par plusieurs autres États, vise à faire reconnaître la nature coutumière des normes protégeant certaines catégories de biens appartenant à un État, qui sont utilisés lors d'expositions publiques organisées à l'étranger.

Compte tenu de la nature juridique de cette question, nous estimons qu'il serait opportun de diffuser le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre du point 84 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent de l'Autriche  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Jan **Kickert**

L'Ambassadrice,  
Représentante permanente de la République tchèque  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Marie **Chatardová**



**Annexe à la lettre datée du 27 janvier 2017 adressée  
au Secrétaire général par les Représentants permanents  
de l'Autriche et de la République tchèque auprès  
de l'Organisation des Nations Unies**

**Informations relatives à la Déclaration sur les immunités  
juridictionnelles des biens culturels appartenant à un État**

La Déclaration sur les immunités juridictionnelles des biens culturels appartenant à un État est née des problèmes rencontrés par plusieurs pays, notamment l'Autriche et la République tchèque, alors que des biens culturels leur appartenant étaient exposés à l'étranger. Il est en effet arrivé que des particuliers tentent d'obtenir un mandat auprès d'un tribunal autorisant la saisie de ces biens.

La Déclaration vise à renforcer la protection accordée à certaines catégories de biens appartenant à un État lorsqu'ils font l'objet de prêts transfrontaliers en vue d'expositions publiques. Plus précisément, elle veut faire reconnaître la nature coutumière des dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens (2004), selon laquelle certaines catégories de biens appartenant à un État (patrimoine culturel, archives nationales ou objets exposés d'intérêt scientifique, culturel ou historique) ne peuvent être saisis lorsqu'ils se trouvent à l'étranger. Juridiquement non contraignante, la Déclaration témoigne d'une vision commune (*opinio juris*) de ses signataires.

La Déclaration a été mise au point dans le cadre des travaux du Comité des conseillers juridiques sur le droit international public du Conseil de l'Europe. Elle a d'abord été signée conjointement par le Ministre des affaires étrangères de la République tchèque et le Ministre fédéral des affaires européennes et internationales de l'Autriche, le 18 novembre 2013, à Bruxelles, et depuis, par 16 autres États<sup>1</sup>. Le secrétariat du Conseil de l'Europe (Bureau des Traités) assume les fonctions de « dépositaire » de la Déclaration (des informations sur la Déclaration, notamment la liste des pays signataires, sont disponibles à l'adresse [www.coe.int/fr/web/cahdi](http://www.coe.int/fr/web/cahdi)).

Le texte de la Déclaration figure en pièce jointe.

---

<sup>1</sup> Lettonie (8 janvier 2014), Slovaquie (28 février 2014), Géorgie (4 juin 2014), Roumanie (28 août 2014), Estonie (17 mars 2015), Albanie (10 avril 2015), Pays-Bas (15 avril 2015), France (28 avril 2015), Arménie (25 juin 2015), Belgique (26 août 2015), Bélarus (14 septembre 2015), Luxembourg (30 octobre 2015), Irlande (1<sup>er</sup> avril 2016), Fédération de Russie (20 mai 2016), Hongrie (18 août 2016) et Finlande (14 septembre 2016).

## **Pièce jointe**

### **Déclaration sur les immunités juridictionnelles des biens culturels appartenant à un État**

Nous, les soussignés,

Désireux de renforcer la coopération internationale dans le domaine de la culture;

Reconnaissant que l'échange de biens culturels contribue de manière significative à la compréhension mutuelle des nations;

Résolus à promouvoir la mobilité des biens culturels appartenant à un État par les prêts transfrontaliers à caractère temporaire pour des expositions publiques;

Conscients du besoin de réaffirmer le cadre juridique international applicable aux biens culturels appartenant à un État pour des expositions publiques dans un autre État sur la base du droit international coutumier sur l'immunité des États, tel que codifié par la Convention des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens de 2004 (ci-après dénommée la « Convention »);

Déclarons conjointement ce qui suit :

En conformité avec le droit international coutumier tel que codifié par la Convention

- Les biens d'un État faisant partie de son patrimoine culturel ou de ses archives ou faisant partie d'une exposition d'objets d'intérêt scientifique, culturel ou historique qui ne sont pas mis ou destinés à être mis en vente ne peuvent être soumis à aucune mesure de contrainte telle que saisie, saisie-arrêt ou saisie-exécution, dans un autre État; et
- Par conséquent, de telles mesures de contrainte peuvent seulement être prises si les autorités nationales compétentes de l'État propriétaire des biens renoncent expressément à l'immunité pour des biens clairement spécifiés, ou si les biens ont été réservés ou affectés par cet État à la satisfaction de la demande qui fait l'objet de la procédure concernée.

Dans ce contexte, nous réaffirmons notre engagement aux règles du droit international coutumier concernant les biens culturels appartenant à un État telles que énoncées ci-dessus, en lien avec tout différend pouvant survenir dans le cadre de prêts transfrontaliers des biens destinés à une exposition publique.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Déclaration.

---